



COMMUNIQUÉ

LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES REMET LES PRIX ROBERT-SAUVÉ 2017

Montréal, le 3 novembre 2017 - C'est avec fierté que M^e Yvan Niquette, président de la Commission des services juridiques, a remis le 2 novembre dernier, à Longueuil, les prix Robert-Sauvé 2017. Ces prix ont été créés afin de souligner la contribution exceptionnelle de personnes à la promotion des droits des démunis. Le prix porte le nom du président-fondateur de l'aide juridique du Québec, l'honorable Robert Sauvé, président de la Commission des services juridiques de 1972 à 1977. Un des prix est remis à une personne issue du réseau de l'aide juridique et l'autre à une personne du grand public.

Le prix Robert Sauvé, volet « réseau », est décerné cette année, à l'**honorable Élisabeth Corte**, juge à la Cour du Québec, pour son engagement et sa contribution pendant 26 ans en droit criminel au Centre communautaire juridique de Montréal et auprès de diverses associations. Le prix Robert-Sauvé, volet « grand public », 2017 est décerné à **M^e Denis Falardeau** pour son implication et son engagement pendant 35 ans auprès de consommateurs à faible revenu et d'organismes communautaires.

L'honorable Élisabeth Corte

En juillet 1973, madame la juge Corte fait son stage du barreau en droit criminel au bureau d'aide juridique de Montréal. Elle poursuivra sa carrière comme avocate criminaliste au même bureau à une époque où peu de femmes pratiquaient en droit criminel.

Rapidement, elle s'engage à promouvoir la défense des droits et libertés des personnes démunies et le respect de la dignité humaine. Elle devient un modèle et une référence pour les autres avocats et avocates.

En 1981, elle se joint à l'équipe de direction de la division criminelle du bureau d'aide juridique de Montréal où son leadership est remarqué.

Elle s'implique auprès de l'Association des avocats de la défense de Montréal où elle sera présidente de son conseil d'administration pour deux mandats. Elle siège au conseil d'administration de la Société de criminologie du Québec pendant une douzaine d'années.

À compter de 1997 et jusqu'au moment de sa nomination comme juge en 2000, elle agit à titre de vice-présidente de l'Association internationale des avocats de la défense, association dont elle est membre fondatrice.

Tout au long de sa carrière de 26 ans à l'aide juridique et plus tard comme juge à la Cour du Québec, madame la juge Corte a toujours eu à cœur l'accès à la justice et défendu l'importance d'un régime d'aide juridique efficient pour aider les plus démunis.

M^e Denis Falardeau

À l'âge de 30 ans, M^e Falardeau décide d'entreprendre des études en droit. Dès le début de sa pratique, il représente des travailleurs, des accidentés du travail sur mandat d'aide juridique ou *Pro bono*.

Depuis 35 ans, il défend les consommateurs à faible revenu et s'implique auprès d'organismes tels que le Réseau québécois de l'action communautaire autonome du Québec, le comité consultatif de l'Office de la protection du consommateur, l'ACEF de Québec, la Coalition solidarité Santé et Vigilance OGM.

M^e Falardeau est au service des plus démunis depuis plusieurs années avec générosité et compétence, ce qui constitue une contribution exceptionnelle à la société.

À propos de la Commission des services juridiques

La Commission des services juridiques est l'organisme chargé de l'application de la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* au Québec. L'aide juridique peut être accordée à toute personne financièrement admissible pour différents services juridiques en matière civile, familiale, administrative, criminelle, en droit de la santé mentale, en droit de l'immigration et en droit des jeunes. Elle est également l'organisme chargé d'offrir les services prévus à la *Loi favorisant l'accès à la justice en matière familiale*, soit le Service d'aide à l'homologation (SAH) et le Service administratif de rajustement des pensions alimentaires pour enfants (SARPA).

Pour plus d'information, veuillez consulter le site Internet de la Commission des services juridiques à l'adresse suivante: <http://www.csj.qc.ca> .

-30-

Source : M^e Richard La Charité, rlacharite@csj.qc.ca
Secrétaire et responsable du Service des communications
(514) 873-3562, poste 232